

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Oui au parlementarisme

# **Il ne fallait pas inverser le calendrier !**

- Politique -

Date de mise en ligne : jeudi 3 juillet 2003

---

**Démocratie & Socialisme**

---

**Décidément la V<sup>o</sup> République est malfaisante. On croyait presque s'en défaire en douce... après le minable septennat de Chirac, le pire des présidents depuis 1958, après cinq ans de pouvoir parlementaire opposé au pouvoir présidentiel, oublié l'article 49-3, oublié l'article 16, on pensait en revenir peu à peu à régime vraiment parlementaire, renouvelé tous les cinq ans, sans cumul des mandats, et avec au minimum un "nettoyage" du rôle du Sénat... Voilà ce que promettaient la pratique et la possible victoire de Lionel Jospin.**

### **Une pratique très correcte de Lionel Jospin**

Ça fait partie des aspects positifs de son bilan : le Premier ministre dont le pouvoir émanait du Parlement, revenait chaque mercredi devant celui-ci et s'en servait comme tribune privilégiée pour y illustrer et y défendre sa politique. C'était là qu'il donnait la leçon à ses adversaires mieux qu'au journal télévisé de 20 h, c'était là que ses ministres prenaient la parole pour défendre leurs réformes, c'était là que se jouait vraiment les choix politiques.

Il n'a jamais usé de cet article antidémocratique qui force la majorité à se plier ou à se casser, il a toujours laissé, même dans les moments difficiles, les députés de la gauche plurielle face à leurs propres responsabilités. (Sauf une fois, quand même, en décembre 2000, lorsqu'il a fait passer, en bloc, quasiment sans débat, toutes ces ordonnances reprises des directives de la technocratie européenne).

Lionel Jospin avait écrit en faveur d'un "régime présidentiel" ("L'invention du possible") mais expliqua devant le Conseil national du Parti socialiste en décembre 2000 pourquoi il était revenu sur cette position et pourquoi il préférait définitivement un régime parlementaire. Il s'expliqua même clairement sur le fait qu'il avait voté contre les institutions de la V<sup>o</sup> République, et y était toujours hostile.

Puis il crut de bonne guerre, qu'il fallait faire passer l'élection présidentielle devant l'élection législative...

### **C'était contradictoire :**

Le simple fait de choisir la "présidentielle d'abord" faisait ressortir toutes les contradictions de la gauche plurielle. Alors que pour les législatives, elle aurait été obligée de s'entendre, de prévoir des accords de désistement, sinon une plate-forme commune, (ou aurait fait des états généraux, des réunions communes, etc...) la présidentielle libérait tous les appétits particuliers.

Lionel Jospin avait cru que l'inversion du calendrier lui permettrait de s'imposer plus facilement, de dominer de tellement haut ses concurrents que ceux-ci auraient, au contraire, été forcés de se plier, d'accepter les négociations pour les législatives dans une position subordonnée. Mais ils le comprirent, et du coup, se démenèrent pour sortir de ce piège, Chevènement rompit le premier pour se présenter lui-même et accentua sa logique "république au-dessus des classes" jusqu'au bout pour tenter de passer en force. Les Verts se disputèrent sur le sens de la bataille et gauchirent leur plate-forme pour faire pièce au candidat socialiste. Les radicaux se présentèrent pour "exister", le PCF se lança dans une campagne de démarcation et de surenchère pour garder son électorat. L'extrême gauche présenta trois candidats dans la même logique d'existence, captant derrière chaque visage un bout de l'électorat de gauche. Avec huit candidats de gauche, la dispersion l'emporta.

Si bien que les rôles furent renversés et au lieu de s'imposer à tous, Lionel Jospin fut la cible de tous : les uns l'accusèrent de n'avoir pas du tout de différence avec Chirac, les autres de n'en avoir pas assez, d'autres encore, se distinguant par des campagnes mono-thématiques, réussirent à, occuper un espace que le candidat socialiste ne

couvrait pas avec la même force...

De surcroît, cette bataille présidentielle, avait l'inconvénient de mettre en avant le côté personnel des choses, le côté "combat de chefs", plutôt que le côté "programme de gouvernement", et ré autorisait toutes les démagogies : insécurité, manipulations médiatiques, effets de "look", refus du débat de fond, etc.

### **Mais alors, n'aurait-on pas perdu quand même ?**

Qui le sait ? En total de voix, le 21 avril, la gauche était plus forte que la droite : 42,96 % contre 40, 56 % des exprimés.

Le bilan du gouvernement gauche plurielle aurait été obligatoirement défendu par davantage de candidats : il y aurait eu un débat plus politique, plus divers, et, avec un bon désistement, la gauche pouvait l'emporter. La droite était elle, sur ce terrain très divisée, Pasqua et de Villiers auraient voulu se présenter, Le Pen aurait été battu et n'aurait pu profiter de cet "effet-surprise" qui lui a permis d'arriver deuxième.

D'autant que la logique aurait voulu alors que soient revues les circonscriptions anti-démocratiquement découpées par Pasqua en 1986 : ce n'était pas une manipulation mais une obligation de le faire puisque les textes prévoient qu'après un recensement (il a eu lieu en 1999) elles devaient être ajustées. On aurait alors tenu parole envers la gauche plurielle et accordé aux Verts et au PCF notamment, (mais aussi aux sensibilités du PS) une part de proportionnelle (60 ou 80 députés) pour compléter et corriger les effets injustes des désignations et du scrutin par circonscription. Tout le monde y aurait trouvé son compte et une meilleure dynamique unitaire.

Nos partenaires auraient tous été assurés d'avoir un groupe parlementaire et les querelles se seraient amoindries, le souci unitaire l'aurait emporté.

Le reproche que nous aurait fait la droite de "changer les règles du jeu", de toute façon nous l'avons encouru lorsque nous avons inversé le calendrier... et puis parions que la droite va, elle, changer sérieusement ces règles du jeu - sans scrupule.

### **Et pour le futur :**

Et pourquoi y a t il eu une première escarmouche fin juin, au sein du Parti socialiste à propos de la désignation de Laurent Fabius, comme "porte-parole"... si ce n'est à cause du jeu pervers du "présidentialisme" revenu en force ? A cause de cela on a remis les questions de personne avant les questions de politique !

Puisque tout a procédé de l'inversion du calendrier, puisque les législatives ne sont redevenues que l'effet "mécanique" de la présidentielle, ce sera exactement la même chose dans cinq ans ! Et comme un cauchemar, reviennent, avant tout débat, les batailles des "écuries présidentielles" : Laurent Fabius va se positionner, les "suiveurs" vont se placer, les discussions de fond vont se subordonner... C'est le plus mauvais, le plus apolitique, le plus dépossédant des systèmes ! L'establishment s'efforce déjà de nous préparer déjà un duel "Juppé-Fabius", comme si tout autre choix politique de fond nous était ôté...

Là est l'erreur majeure de Lionel Jospin sur cette question : pour jouer la partie "à sa main", sous couvert d'une "bonne tactique" (qui s'est révélée mauvaise) il nous a remis sur les rails du présidentielisme et la V<sup>e</sup> République dont il se disait pourtant l'adversaire. Comme quoi, il vaut mieux se battre sur des principes que de les contourner pour une habileté de circonstance, car sinon, il peut arriver le contraire de ce que l'on veut !

## Il ne fallait pas inverser le calendrier !

---

Gérard Filoche

*Post-scriptum : Je signe cet article à titre personnel, et le soumets au débat, car la Gauche socialiste, à l'époque n'avait pas, hélas, discuté collectivement de cette question, et elle avait voté l'inversion du calendrier. Faut d'une concertation entre nous, j'avais été réduit, seul, au Conseil national du Parti, à m'abstenir, ce qui ne fut pas discret puisque Michel Noblecourt, l'avait relevé dans Le Monde qui rendait compte de la décision du Parti socialiste. À l'heure du bilan, je me permets de m'en expliquer. GF*